

28^e ANNIVERSAIRE DU PRINTEMPS BERBÈRE L'APW de Tizi-Ouzou s'implique dans la célébration du 20 Avril

Cette année, la célébration du 20 Avril aura un cachet un peu particulier à Tizi-Ouzou, notamment avec l'implication effective de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) qui ne veut pas rester en marge de ce mémorable événement.

Un comité préparatoire a été mis sur pied la semaine dernière par l'APW sous l'égide de la Commission jeunesse, sports et culture (CJSC) à l'effet, avons-nous appris, de «peaufiner un programme à la hauteur de l'événement».

Ce comité préparatoire est à sa quatrième réunion, indique M. Belabbas Mahfoud, président de la CJSC, qui précise que «le programme d'activité est en phase de finalisation, il ne reste que quelques aménagements d'ordre organisationnel et logistique». Sur le plan financier, l'APW, selon notre interlocuteur, a débloqué un million de dinars pour réussir cette manifestation qui se présente d'une manière un peu particulière car, pour rappel, cela fait presque deux décennies que l'APW ne s'est pas impliquée directement dans l'organisation des festivités du 20 Avril.

Le programme en préparation sera réalisé avec la collaboration de six APC choisies pour cette

occasion. Il s'agit de celle de Draâ-El-Mizan (APC FFS), des Ouadhias (FLN), de Larbaâ-Nath-Irathen (RCD), d'Azazga (RCD), de Tigzirt (RCD) et de Tizi-Ouzou (FLN).

Il ressort que les communes choisies sont de grandes municipalités issues des chefs-lieux de daïra qui disposent d'infrastructures sportives et culturelles. Ce choix répond aussi à une logique basée sur l'équilibre régional et géopolitique, à savoir une représentation de trois zones territoriales : la Kabylie du Sud, celle

du Centre et la Kabylie maritime. Le financement sera de l'ordre de 100 000 DA pour chacune des cinq daïras, le reste — la part du lion — sera octroyé aux festivités qui se déroulent au chef-lieu de Tizi-Ouzou.

Dans ces communes et daïras choisies pour abriter l'événement, les festivités s'étaleront du 13 au 18 avril avec au menu des activités culturelles et sportives très variées (expositions, exhibitions et manifestations sportives, concours interclasses, etc.).

Pour ce qui est du chef-lieu de wilaya, le comité d'organisation prévoit, selon M. Belabbas, la tenue de deux journées d'étude les 18 et 19 avril avec des conférences thématiques autour de la question amazigh.

Des personnalités spécialisées en la matière et acteurs du Mouvement culturel berbère seront conviés pour présenter des communications sur des thèmes variés.

Enfin, pour l'instant, rien n'est encore arrêté pour la journée du 20 Avril qui reste très symbolique. Mais nous avons appris de source proche du milieu étudiant qu'une marche sera probablement organisée par les étudiants de l'université Mouloud-Mammeri, comme à l'accoutumée. Une manière pour eux de réaffirmer leur volonté et leur esprit fédérateur des énergies et des militants autour du message d'Avril 1980. Tout un message...

M. S. Bel

DRAÂ-EL-MIZAN

Le centre technique d'enfouissement enfin lancé !

Les citoyens du village de Draâ Sachem sont enfin soulagés après le lancement du centre technique d'enfouissement. Les habitants de ce village ont, par le passé, à plusieurs reprises, montré leur colère allant jusqu'à la menace de fermeture de la route menant à la déchèterie publique, située à proximité de leur village, qui leur empoisonne la vie. Dans peu de temps, ce dépotoir si nuisant, n'exis-

tera plus. Le choix du terrain a été fait et une entreprise spécialisée est déjà sur place pour la réalisation de ce centre. Les ordures ménagères de la daïra de Draâ-El-Mizan ainsi que celles des deux communes de Tizi-Gheniff seront collectées et acheminées vers ce centre. Finies donc les décharges sauvages.

Slimane S.

TIARET

La piscine olympique sera livrée avant la fin 2008

En souffrance depuis plus de deux décennies pour de multiples raisons d'ordre administratif, technique et financier, la piscine olympique de Tiaret semble renaître de ses cendres, à en juger par l'achèvement, il y a quelque temps déjà, de la charpente métallique et la reprise active des travaux du bassin.

Conçu comme petit bassin de natation selon l'étude initiale élaborée en 1986, ce «doyen» des projets en souffrance a connu au fil des temps une panoplie de modifications mais aussi des accrocs de tout genre pour constituer un véritable casse-tête pour les responsables qui se sont succédé à la tête de la wilaya.

Il a fallu se pencher d'une manière sérieuse sur le dossier pour reprendre le projet. Avec l'état marécageux du terrain d'implantation, d'où la remontée effrénée des eaux, l'insuffisance des crédits, la révision itérative de la conception du projet, ou encore l'inexistence d'entreprises qualifiées notamment en matière de charpente métallique, il fallait imparable-

ment s'attendre à ce sort, en plus d'autres événements tel l'effondrement de l'ossature métallique survenu par faute de manœuvre qui sont venus réduire à néant les efforts consentis par les uns et les autres. Certains parmi les riverains s'étaient même interrogés s'il ne s'agit pas d'une malédiction !

Toutes ces entraves qui se sont soldées par une série de mesures, comme la résiliation du marché avec l'entreprise intervenante, n'ont pas découragé la Direction de la jeunesse et des sports en sa qualité de maître de l'ouvrage qui a fait appel à un expert portugais auquel il a été confié le lot de la charpente. Ce dernier, en dépit des contraintes, liées entre autres à la disponibilité d'une grue de fort tonnage non sans nécessiter l'intervention du wali de Tiaret, a fait face, faut-il le souligner, à toutes sortes d'embûches pour ériger dans les délais l'ossature métallique, un lot perçu comme déterminant pour le reste des travaux confiés à une entreprise locale dénommée EGTI Frihi Sahraoui. Cette dernière, qui cumule une expérience appréciable dans le domaine, en livrant dans les délais et parfois avant terme les deux piscines semi-olympiques de Freneda et de Sougueur, dans la

wilaya de Tiaret, enregistre déjà un taux d'avancement non négligeable au niveau du bassin principal (50mx25m) et ses plages, outre des travaux de drainage des eaux et l'achèvement du bassin d'initiation.

Cet immense projet, qui a déjà englouti quelque 20 milliards de centimes requiert, selon nos sources, une rallonge financière de l'ordre de 10 autres milliards pour voir enfin le jour à la fin de cette année — si évidemment d'autres imprévus ne viennent par fausser les calculs — au grand soulagement de la population tiariète.

Pour rappel, la région qui a connu depuis l'an dernier l'ouverture de deux piscines semi-olympiques, verra incessamment le lancement de projets similaires dans la daïra de Ksar Chellala, ce qui devrait reconforter les jeunes de cette localité lointaine de la wilaya de Tiaret. A noter que le secteur de la jeunesse et des sports dans la wilaya de Tiaret devrait s'enorgueillir de réaliser de tels équipements, premiers du genre aussi bien sur le plan qualité que sur celui des services qu'ils auront à offrir à une jeunesse en quête d'une occupation voire d'un loisir jusque-là... «méconnu».

Mourad Benameur

MILA

Les forestiers en conclave

Le siège de la Direction générale des forêts (DGF), à Alger, a abrité dernièrement, une réunion du Conseil national du Syndicat national des forestiers et assimilés (SNFA) en présence des représentants de 32 wilayas ainsi que des centres de formation sous tutelle.

Evolution dans une totale symbiose — contrairement à beaucoup d'autres secteurs — administration et syndicat n'ont qu'un seul objectif : l'intérêt du secteur et par conséquent de la corporation, d'où cette recommandation du Conseil national qui «encourage et soutient la politique préconisée par le bureau national qui a consacré le principe de partenariat positif, l'approche consensuelle et l'esprit de concertation et de dialogue qui a prévalu lors de la prise en charge des dossiers et

rend ainsi hommage aux efforts considérables consentis par l'ex-DGF, M. Melouhi, et souhaite toute la réussite à l'actuel, M. Titah. Exprimer de fait sa satisfaction quant à la démarche adoptée, il se félicite de l'esprit de coopération et de partenariat fructueux positif et exemplaire qui a prévalu lors de l'élaboration consensuelle de l'avant-projet de statut particulier.

Le Conseil national adopte et soutient les dernières recommandations de la Commission natio-

nale de synthèse et de proposition et exige leur intégration dans la mouture de l'avant-projet de statut, mandatant le président du SNFA, M. Takouk Abdelmadjid, à signer le procès-verbal portant approbation de la mouture finale, après prise en charge des modifications apportées ; et invite par conséquent, pour défendre et préserver les acquis de ce consensus, les représentants de la Direction générale des forêts chargés des négociations avec la Direction générale de la Fonction publique à défendre et maintenir intégralement les dispositions soumises. Le Conseil national réitère sa désapprobation et son mécontentement de la classification, même transitoire, réservée

au corps spécifique de l'administration des forêts, mesure qui reflète une vision injuste, dévalorisante et réductrice, décidée unilatéralement par les responsables de la Fonction publique et se dit rester mobilisé et prêt à répondre à toute action susceptible de défendre l'intérêt matériel et moral des forestiers et le principe, chèrement acquis, ayant consacré la spécificité du corps forestier. Le SNFA qui, rappelons-le, est en phase de structuration, enregistre, en un court laps de temps, l'élargissement de sa base à 37 wilayas et compte parachever très bientôt sa représentativité pour couvrir tout le territoire national.

A. M'haïmoud

AFFICHAGE DES LISTES DES BÉNÉFICIAIRES DE LOGEMENTS À SAÏDA Le pire a été évité

Le siège de l'APC de Daoud, distant du chef-lieu de wilaya de 40 km a été pris d'assaut mercredi et jeudi derniers, par un grand nombre de postulants n'ayant pas trouvé leur nom sur la liste des 109 bénéficiaires.

Ils sont venus manifester leur colère et dénoncer certaines irrégularités qui ont entaché la confection des listes.

Reçus par groupe de 7 par le maire, M. Torchi, le chef de l'exécutif a tenté d'apaiser les tensions, en promettant que la commission de recours installée au niveau de la wilaya de Saïda, veillera à ce que toute attribution non fondée soit révisée.

Contacté par nos soins, le maire qui se trouvait à Tlemcen pour une formation, nous a déclaré par téléphone : «En tant que membre de la commission d'attribution de logements sociaux de la daïra de Daoud, Je veillerai à ce que l'étude des recours se fasse de la manière la plus impartiale et que toute irrégularité soit vite redressée et les attributions non conformes rayées de la liste et peuvent faire l'objet de poursuites judiciaires pour fausse déclaration.»

M. B. Amine

BÉCHAR

Le directeur régional du FNPOS et l'inspecteur de la Fonction publique limogés

Le directeur régional du FNPOS (Fonds national de péréquation des œuvres sociales) a été limogé à la demande du wali de Béchar. Il a été accusé de mauvaise gestion.

Le chef de l'exécutif qui a révélé cette information, jeudi, lors d'une réunion consacrée à la préparation de l'importante opération de recensement à travers la wilaya a affirmé que les réclamations des citoyens pleuvaient de partout, y compris de la wilaya de Tindouf. Le wali a indiqué aussi que l'inspecteur de la Fonction publique a été relevé de ses fonctions mercredi sur proposition toujours de M. Mecheri. On lui reproche d'entretenir de très mauvaises relations avec les responsables locaux. «Celui qui veut travailler sérieusement, nous sommes là pour l'aider et celui qui ne veut pas travailler sérieusement doit partir», a menacé le wali.

Liès Mourad

RELIZANE

Plus de 373 entreprises n'ont pas déposé leur bilan social

La Direction du commerce de la wilaya de Relizane a déclenché, dernièrement, une opération de contrôle dans plusieurs entreprises «listées» par le ministère du Commerce, pour n'avoir pas respecté la loi du 14 août 2004 relative aux conditions d'exercice des activités commerciales et particulièrement de son article 35 faisant obligation de déposer, chaque année, leurs bilans sociaux auprès des services du registre du commerce.

Selon certaines indiscrétions, ce sont plus de 373 entreprises commerciales établies dans la wilaya qui n'ont pas procédé à ces dépôts, depuis 2006, année de mise en application dudit texte et ceci malgré un délai accordé jusqu'à mai 2007. Parallèlement à cette action, les contrôleurs chargés de la qualité à la Direction du commerce ont effectué en l'espace des deux premiers mois de l'année 2008, 2 365 interventions qui se sont soldées par 506 dossiers déposés en justice pour infractions graves, une douzaine de fermetures administratives ont, en outre, été décidées.

A. Rahmane